Etat de droit, éthique et transparence en Europe : 56% des élus français se sont engagés auprès de Transparency International

Communiqué de presse – Paris, le 27 mai 2019

https://transparency-france.org/actu/communique-transparency-france-etat-de-droit-en-europe/

A l'issue de la campagne de plaidoyer conduite par Transparency International France, 44 des 79 nouveaux eurodéputés français, soit 56% d'entre eux, se sont engagés auprès de l'ONG à promouvoir l'Etat de droit, lutter contre la corruption et faire preuve de transparence et d'intégrité dans l'exercice de leur mandat.

Le 17 mai, Transparency International France révélait que 149 candidats, dont sept têtes de liste, s'étaient engagés auprès de l'ONG à soutenir les meilleurs pratiques de lutte anti-corruption. A la veille du vote, ces chiffres étaient de 203 candidats, dont neuf têtes de liste. 44 d'entre eux ont été élus et siègeront désormais à Strasbourg.

Ces eurodéputés, qui forment une majorité importante, se sont engagés à promouvoir la démocratie et l'Etat de droit, ainsi qu'à faire preuve de transparence et d'intégrité dans l'exercice de leur mandat : concrètement, Transparency International leur demande de faire la transparence sur l'utilisation de leurs frais de mandat, de rendre public l'agenda de leurs rencontres avec des représentants d'intérêts et de n'accepter de rencontrer que des lobbyistes enregistrés sur le répertoire européen des représentants d'intérêts. Transparency International leur demande par ailleurs de respecter une période de carence après leur mandat, et de soutenir la création d'une Haute autorité pour la transparence de la vie publique européenne.

L'ONG veillera à ce que ces engagements soient dûment mis en œuvre, et se tient à leur disposition pour les accompagner dans ces démarches de transparence et d'intégrité.

« C'est un résultattrès encourageant ! », a déclaré Marc-André Feffer, président de Transparency International France. *« Une majorité des eurodéputés français se sont engagés. Nous attendons désormais d'eux qu'ils mettent en œuvre ces engagements, mais aussi qu'ils pèsent sur les négociations relatives à la composition de la future Commission..»*

Selon un sondage Harris Interactive pour Transparency, 88% des Français jugent prioritaire le renforcement de l'éthique et de la transparence dans l'UE.

Chiffres clefs

→ **44 eurodéputés français sur 79** se sont engagés auprès de Transparency International.

→ Le détail des engagements des délégations françaises :

- Renaissance : 23 candidats sur 23 se sont engagés ;
- Rassemblement national : 0/23 ;
- Europe Ecologie : 13/13 ;
- Les Républicains : 0/8 ;
- Parti socialiste/Place publique : 6/6 ;
- La France Insoumise : 2/6.

→ Au niveau européen, **15 candidats à la présidence de la Commission** soutiennent le plaidoyer de Transparency International: **Manfred Weber** (Parti populaire européen), **Frans Timmermans** (Parti socialiste européen), **Margrethe Vestager , Violeta Bulc, Guy Verhofstadt, Emma Bonino, Nicola Beer, Katalin Cseh et Luis Garicano** (Alliance des Libéraux et des Démocrates en Europe), **Jan Zahradil** (Conservateurs et Réformistes européens), **Ska Keller et Bas Eickhout** (Verts/Alliance 90), **Violeta Tomič**, (Parti de la Gauche européenne), **Oriol Junqueras** (Alliance libre européenne), **Yanis Varoufakis** (DiEM25/Printemps européen).

→ La lutte contre les différentes formes de corruption est très largement soutenue par les Français (sondage Harris pour Transparency, mars 2019). **88%** des Français jugent prioritaire de « renforcer l'éthique et la transparence dans les institutions européennes ». Le renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale est le sujet qui arrive en tête des priorités (88% le juge « prioritaire » et **57%** « tout à fait prioritaire »), suivi de la lutte contre le blanchiment d'argent (**53%** de tout à fait prioritaire).